096 Fixer des objectifs de conservation par zone en se fondant sur les preuves scientifiques et réparer les injustices historiques

INVOQUANT la Résolution 7.125 *Fixer des objectifs de conservation par zone en se fondant sur ce dont la nature et l'homme ont réellement besoin pour prospérer* (Marseille, 2020) demandant à « toutes les composantes de l'UICN de reconnaître les avancées de la science [...] indiquant qu'il sera probablement nécessaire de protéger, conserver et restaurer au moins la moitié de la planète, voire plus, pour inverser le déclin de la biodiversité [...] » ;

INVOQUANT la Résolution 7.129 *Éviter le point de non-retour en Amazonie en protégeant 80% d'ici à 2025* (Marseille, 2020) qui « encourage [...] les autres mécanismes de mobilisation des ressources, à accroître leur soutien en faveur d'un soutien technique et financier direct, soutenu et équitable, au moins à un niveau équivalent à celui investi dans les aires protégées, afin que les peuples autochtones conservent et gèrent durablement leurs territoires [...] » ;

RÉUNISSANT ces résolutions dans une stratégie qui donne à la nature le temps de guérir tout en contribuant à soigner les blessures graves infligées par les déplacements des peuples autochtones et communautés locales ;

CONSTATANT que la valorisation des modes de vie traditionnels est une manière inclusive de réduire considérablement l'exploitation de la nature ;

CONSIDÉRANT que les aires protégées et les autres mesures de conservation efficaces par zone (AMCEZ) sont reconnues comme des outils de conservation au titre de la cible 3 du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal ;

OBSERVANT que la priorité est donnée au consentement préalable, libre et éclairé dans la mise en œuvre de la cible 3 du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal ;

SOULIGNANT les résolutions adoptées au 12^e *World Wilderness Congress* (Congrès mondial de la nature sauvage, WILD12) demandant à la fois de renforcer les régimes fonciers traditionnels ainsi que de donner aux peuples autochtones et aux communautés locales plus de ressources et de moyens pour gérer les territoires au bénéfice de toute vie sur Terre et pour contribuer au moins de moitié à l'objectif par zone faisant l'objet d'un consensus scientifique ;

SOULIGNANT d'après le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), « la protection de la résilience de la biodiversité et des services écosystémiques à une échelle mondiale repose sur la préservation [...] d'environ 30 à 50 % des terres émergées, eaux douces et océans de la planète [...] » ;

RECONNAISSANT que la qualité de la nature est souvent directement liée à la quantité de nature ; et

RECONNAISSANT qu'il a été démontré qu'entre 30 % au moins et jusqu'à 70 % de la planète devraient être protégés et restaurés pour préserver la biodiversité et stabiliser le climat ;

Le Congrès mondial de la nature 2025 de l'UICN, lors de sa session à Abou Dhabi, Émirats arabes unis :

1. APPELLE toutes les composantes de l'UICN à soutenir un objectif par zone d'au moins 50 % et à recommander la réalisation de cet objectif, notamment au travers du renforcement et de l'expansion des régimes fonciers autochtones.

2. APPELLE toutes les composantes de l'UICN à donner en priorité aux nations autochtones et aux communautés les ressources et les capacités pour obtenir des résultats en matière de conservation en tant que facteur déterminant de la réalisation de l'objectif par zone d'au moins 50 % fixé par les scientifiques.

3. ENCOURAGE les États Membres et les organismes gouvernementaux Membres de l'UICN, ainsi que les autres autorités compétentes à mettre en œuvre des objectifs par zone conformément à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et au Cadre mondial de la

biodiversité de Kunming-Montréal en utilisant des méthodes appropriées en fonction de la situation de la région ainsi que des procédures de planification spatiale à la fois participatives et fondées sur les connaissances qui impliquent d'identifier et de conserver au sein des aires protégées et des AMCEZ :

- a. les Zones clés pour la biodiversité et priorités équivalentes au niveau national ;
 - b. les zones importantes pour la connectivité écologique, y compris pour les espèces migratrices ;
 - c. les zones représentatives de tous les types d'écosystèmes ;
 - d. les autres écosystèmes intacts, y compris les zones d'importance mondiale présentant une intégrité écologique exceptionnelle ; et
 - e. les zones et espèces importantes sur le plan culturel identifiées par des populations autochtones et communautés locales.
4. DEMANDE à tous les Membres d'appuyer la réalisation des actions décrites ci-dessus.